Assez des journées d'action sans perspectives ! Grève generale, blocage de l'économie : mais que font les directions syndicales ?

Alors que la colère sociale est bien là, et que le rejet de Macron est de plus en plus fort, **les manifestations du 21 septembre ont été plus faibles que celles du 12 septembre** : 132 000 manifestants selon la police contre 223 000 neuf jours plus tôt (la CGT avait annoncé 400 000 manifestants le 12 septembre et n'a pas annoncé de chiffres nationaux pour le 21)

« Aujourd'hui dans la rue, dans 10 jours on continue ». « on bloque l'économie… mais chacun son tour… »

Ce pourrait être les slogans des directions syndicales qui sabotent purement et simplement la mobilisation. Les confédération FO et CFDT le font en refusant de s'opposer au gouvernement. Mais pour la FSU et la CGT, qui s'opposent en parole aux ordonnances, il s'agit d'organiser la division et l'impuissance.

Dans la fonction publique, sous l'impulsion de la FSU (et avec la complicité de la CFDT), la date du 10 octobre a été mise en avant pour mieux dissuader les fonctionnaires de participer dès maintenant à la mobilisation contre les ordonnances. Le 28 septembre, les retraités sont aussi appelés à une journée de mobilisation spécifique. Chaque « corporation » est appelée à participer à « sa » journée, son défilé qui ne perturbe rien. Les directions syndicales du secteur public, notamment celle de la FSU, décident de consolider leurs positions dans la fonction publique en construisant uniquement cette lutte sectorielle. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les travailleurs/ses ne se soient pas massivement saisies de la journée d'action du 21 septembre. A quoi bon manifester une fois de plus si cette journée ne s'inscrit pas dans un plan de mobilisation susceptible de nous emmener jusqu'à la victoire ?

D'autant que cette stratégie des journées éparpillée a déjà eu le temps de prouver qu'elle ne fonctionnait pas (pour les mémoires les plus courtes, rappelons-nous des 15 journées d'action contre la loi travail). Et le serpent se mord la queue : les travailleurs/euses sont appelé.e.s à perdre une journée de salaire pour aller battre le pavé ; tou.te.s comprennent que ça ne servira à rien et sont de moins en moins nombreux/euses à suivre les appels de leurs syndicats ; les directions n'ont plus qu'à expliquer que les gens ne sont pas prêt.e.s, la faute à l'individualisme… Leur

responsabilité est épargnée.

Certains nous expliquent que le principal obstacle à la mobilisation est le fait que les gens ne sont pas convaincus de la nocivité des ordonnances. C'est faux : une majorité de travailleurs/ses rejettent ces ordonnances et perçoivent très bien quels intérêts Macron défend. Mais **on a besoin d'espérer pouvoir gagner pour se mobiliser**. Malgré les échecs de 2010 (avec des manifs énormes) et de 2016, les bureaucraties syndicales ne font que reproduire le même scénario des journées d'action dispersées.

Des centaines de milliers de travailleurs/ses seraient prêts à se lancer dans une grève dure si celle-ci était coordonnée, si il y avait un signal qui était lancée par les directions confédérales. Mais ces travailleurs/ses ne sont pas prêt-e-s à se lancer tout seul dans une grève reconductible. C'est aisément compréhensible. **D'où l'enjeu de la bataille pour imposer aux directions syndicales une préparation et un appel clair à la grève générale et au blocage de l'économie.** Cela va bien évidemment de pair avec la construction des syndicats combatif locaux qui permettent de rassembler les travailleurs/ses autour de la défense de leurs intérêts de classe et peuvent aussi mettre une certaine pression sur les directions syndicales.

« La grève générale ne se décrète pas », nous dit-on souvent. Certes, mais elle se construit néanmoins. La situation ne serait-elle pas différente si depuis cet été, Martinez parlait dès qu'il le pouvait de grève générale ? L'opinion publique se serait forcément saisie du débat autour de cet objectif. Aujourd'hui, il existe plusieurs points d'appui :

- l'appel à la grève illimitée de la CGT et FO transports (chauffeurs routiers) à partir du 25 septembre : https://tendanceclaire.org/breve.php?id=25136
- l'appel des cheminots de Paris Nord à leurs directions syndicales pour qu'elles appellent à une grève reconductible : https://tendanceclaire.org/breve.php?id=25246
- la prise de position de l'UD CGT 59 pour un appel à la grève reconductible : https://tendanceclaire.org/breve.php?id=25220
- la déclaration intersyndicale de la Chimie qui réclame un véritable plan de mobilisation au-delà des journées d'action : https://tendanceclaire.org/breve.php?id=25230
- le Front social qui regroupe des syndicats, des collectifs, qui se battent pour l'objectif de la grève générale

Si la journée du 10 octobre a fonctionné contre une participation massive des fonctionnaires aux manifestations du 21 septembre, elle peut aujourd’hui constituer un point d’appui pour une entrée en masse des fonctionnaires dans la mobilisation. Nous devons en tout cas agir dans ce sens là.

Les directions pourraient choisir de rendre la grève reconductible du transport la plus populaire possible, à longueur d'interviews et de tracts, et appeler les autres travailleur/euses à les rejoindre dans la grève. Au lieu de ça, les directions syndicales

ont déjà enterré le code du travail et se préparent à réparer les pots cassés dans les négociations de branche.

Le rôle de notre parti, le NPA, ne devrait pas se limiter d'une part à faire de la propagande abstraite pour la grève générale, d'autre part à demander simplement à ce que tout le monde se mette autour de la table pour discuter des suites. **Notre parti devrait aujourd'hui interpeller l'ensemble des directions syndicales pour leur dire : appeler l'ensemble des travailleurs à rejoindre les routiers dans la grève, organisons ensemble le blocage de l'économie ! Notre parti devrait aujourd'hui inviter tous les travailleurs/ses à s'organiser dans les syndicats pour mettre la pression sur leurs directions, à rejoindre le Front social, à multiplier les initiatives pour préparer la grève reconductible.**

En un mot, notre parti devrait jouer son rôle de parti révolutionnaire et oser s'affronter publiquement aux directions réformistes du mouvement ouvrier.

Gaston Lefranc, le 22 septembre 2017